

→ **C'est son avis**

**Jean-Louis Peyraud** est directeur scientifique adjoint Agriculture de l'Inra et dirige le groupement d'intérêt scientifique (GIS) Élevages demain. Il milite pour réhabiliter l'élevage en contrebilant les discours parfois simplistes des ONG.



S. BERGOT

**« L'élevage a toute sa place même s'il doit évoluer »**

**« L'élevage est légitime**

Arrêtons cette communication centrée sur les facettes négatives de l'élevage : ses émissions de gaz à effet de serre, la pollution par les effluents, ou encore les controverses sur le bien-être animal... N'oublions pas que l'élevage a aussi d'énormes avantages ! Les ruminants valorisent l'herbe ou les sous-produits végétaux que l'homme ne pourrait pas manger, et les transforment en protéines de grande qualité nutritionnelle. L'élevage entretient aussi l'espace, les zones de montagne en particulier, et fournit des engrais animaux pour les cultures. Bref, il est indispensable à une agriculture durable. Enfin, n'occultons pas l'importance économique de l'élevage, qui représente 40 % du produit net de l'agriculture, et les emplois induits. Il contribue à la vitalité des territoires et à la diversité de notre alimentation.

**« Retrouvons la raison !**

Il est aussi important de retrouver un discours raisonnable. Arrêtons les assertions du genre « il faut arrêter l'élevage » et les discours « blancs ou noirs » de certaines ONG,

qui ne représentent parfois qu'une infime minorité ! La réalité est bien plus nuancée, avec beaucoup de paramètres à prendre en compte. Si l'élevage venait à fortement diminuer, la France importerait des produits animaux, ce qui aggraverait la situation actuelle, car déjà nous ne produisons pas ce que nous consommons. C'est loin d'être simple !

**« Rester ouvert aux débats**

En revanche, l'agriculture n'est pas seule maître à bord et doit entendre les attentes des consommateurs. Globalement, les ONG veulent des animaux avec davantage d'accès à l'extérieur, des bâtiments plus confortables et plus de place par animal, ou encore la fin de la castration à vif ou de l'écornage. En élevage laitier, il y a une demande pour davantage de pâturage, ce qui peut aller à l'encontre des investissements dans les robots de traite ou les distributeurs d'aliments, par exemple. Je pense par ailleurs que les éleveurs auraient intérêt à redécouvrir l'intérêt des prairies, tant sur le plan alimentaire qu'économique. Écoutons aussi les critiques des organisations civiles sur la question des effluents. Il y a eu des

dérives, certes, mais il est possible de les corriger. À nous, collectivement, de trouver des solutions technologiques et organisationnelles pour mieux valoriser les effluents, en tant qu'engrais, amendement et source d'énergie.

**« Y aller progressivement**

Avec des ONG constructives, nous pourrions co-construire un élevage acceptable pour tous, professionnels comme citoyens. Mais attention, entre les ONG qui veulent des réformes rapides et les professionnels de l'élevage qui ont leurs contraintes économiques, ce n'est pas nécessairement le même « timing ». Il faut aussi donner du temps à la recherche. Il sera possible de trouver des alternatives, voire de supprimer certaines pratiques aujourd'hui pointées par les ONG en élevage de porc, de volailles ou de ruminants. Et pour l'amélioration du bien-être animal et la réduction des médicaments dans les élevages lait, porcs et volailles, l'Inra participe au Laboratoire d'innovation territoriale (LIT) « Ouest territoires d'élevage ». Les changements doivent se faire progressivement.

**Propos recueillis par Sophie Bergot**

**RÉAGISSEZ !** Exprimez-vous sur les sujets d'actualité

**DES TERRITOIRES SANS GLYPHOSATE**

Que pensez-vous de la proposition du député Moreau (LREM) ?

**GÉNÉTIQUE VIANDE**

Faut-il mieux intégrer le critère persillé dans la sélection ?

Vos lettres (une page au maximum) seront publiées dans un prochain numéro de La France agricole. Ecrivez ou télécopiez à Philippe Pavard, La France agricole, 8, cité Paradis, 75493 Paris Cedex 10. Fax : 01 40 22 70 80 ou encore par courriel, avec vos nom et adresse à c.sabbatorsi@gfa.fr. Les lettres anonymes ne seront pas retenues.